

ARRETE n° AR-2026-022

Fait à Bram,
Le 29 septembre 2026

ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

à

Madame Stéphanie COSTE, responsable du service Lecture publique

Vu la délibération du 14 avril 2026 « Election du Président de la communauté »,

Vu la délibération du 14 avril 2026 « Délégation de pouvoir du Conseil communautaire vers le Président de la communauté »,

Vu l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il convient d'accorder, dans le souci d'une bonne administration locale, une délégation de signature à Madame Stéphanie COSTE (grade adjoint administratif territorial du patrimoine principal 1^{ère} classe, exerçant les fonctions de responsable du service Lecture publique),

ARRETE :

Article 1 :

Délégation de signature est accordée, sous la surveillance et la responsabilité du Président, à Madame Stéphanie Coste (grade adjoint administratif territorial du patrimoine principal 1^{ère} classe, exerçant les fonctions de responsable Lecture publique), pour les objets suivants :

- La signature de tout engagement de dépenses en correspondance avec la délégation de signature (bons de commande et engagements de dépenses) dans la limite d'un montant de 1000 €.
- Correspondances ou documents techniques sans engagement financier n'engageant pas l'EPCI

Article 2 :

La signature par Madame Stéphanie COSTE des pièces et actes repris à l'article 1 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative « par délégation du Président ».

Article 3 :

Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet et au comptable de la collectivité.

Le Président,

André VIOLA



Notifié à l'intéressée le :

29.09.26

Signature

A handwritten signature in black ink, which appears to be 'Stéphanie Coste', written over a horizontal line.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable. :

- soit par courrier (6 rue Pitot - 34063 MONTPELLIER cedex 2) ; - soit par voie dématérialisée accessible par le site internet <https://citoyens.telerecours.fr>